

ECONOMIC  
AND  
SOCIAL COUNCIL

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

UNRESTRICTED  
E/CN.4/AC.2/SR/1  
5 December 1947  
Original : FRENCH

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Deuxième Session

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME

PROCES-VERBAL DE LA PREMIERE SEANCE TENUE AU PALAIS DES NATIONS

le vendredi 5 décembre 1947 à 11 h.00.

Présents :

Présidente : Mme F.D. ROOSEVELT (Etats-Unis)

Rapporteur : Le Professeur CASSIN (France)

Membres : M. STEPANENKO (Biélorussie)  
M. AMADO (Panama)  
Le Général ROMULO (Philippines)  
M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.)

Observateur : M. HEPPEL (Royaume-Uni)

Représentantes de la Commission de la Condition de la Femme :

Mme BEGTRUP  
Mme URALOVA

Secrétariat : Miss KITCHEN

Institutions spécialisées :

M. de GIVRY (Organisation internationale  
du Travail)

Organisations non-gouvernementales :

Catégorie A : M. ROBINET DE CLERY (Union interparlementaire)  
Melle T. SENDER (Fédération américaine du Travail)  
M. P.G.S. SERRARENS (Confédération internationale  
des Syndicats chrétiens)

Catégorie B : Dr. BIENENFELD (Congrès mondial juif)  
Dr. DUCHOSAL (Comité international de la  
Croix-Rouge)  
Melle Van EECHEM (Conseil international  
des femmes)

(suite)

Catégorie B : M. NOLDE (Commission des Eglises chargées des questions internationales)

Melle de ROMER (Union internationale des Ligues féminines catholiques)

M. WIMM (Conseil consultatif des Organisations juives)

#### 1. Election du Bureau

Le Comité procède à l'élection de son président.

Décision : Mme F.D. Roosevelt est élue Présidente.

Le Comité procède ensuite à l'élection de son rapporteur.

Décision : Le Professeur Cassin est élu Rapporteur.

La PRESIDENTE indique que le Comité pourrait s'il le désire procéder à l'examen du projet de déclaration présenté par la délégation des Etats-Unis (Document E/CN.4/36). Ce projet a été inspiré par le désir de réduire à l'essentiel le contenu du projet de déclaration recommandé par le Comité de Rédaction (l'annexe F du document E/CN.4/21). Il n'apporte donc aucun élément original. Préalablement à toute étude, le Comité devait se prononcer sur l'importance de la Déclaration qu'il entend rédiger. Pour sa part, la Présidente est en faveur d'une déclaration brève, ce qui faciliterait la diffusion mondiale de ce document.

M. CASSIN (France) estime que s'il est souhaitable d'aboutir à une rédaction brève, la déclaration présentée par les Etats-Unis lui paraît cependant trop abrégée. Il serait désirable qu'elle commençât par quelques articles de portée générale.

M. AMADO (Panama) déclare qu'il serait important d'inclure dans chaque article une clause indiquant le devoir de l'Etat de mettre en oeuvre les dispositions contenues dans cet article. Cette suggestion n'implique pas un empiètement sur le travail du groupe chargé de la mise en oeuvre, mais tend seulement à souligner dans la Déclaration le devoir de l'Etat à l'égard de la protection des droits qui y sont définis.

M. ROMULO (Philippines) suggère d'inclure l'idée exprimée par M. Amado dans un préambule.

La PRESIDENTE indique qu'il serait préférable de ne pas discuter au cours de cette session du préambule et de se contenter de définir les principes qui devront y être inclus.

M. BOGOMOLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le Comité doit prendre comme base de travail le projet de Déclaration contenu dans l'annexe F et l'étudier article par article. Les autres documents y compris le projet de Déclaration présenté par les Etats-Unis devraient être considérés comme des documents complémentaires. Il serait heureux que le Comité prenne position à l'égard de cette question des documents de base.

La PRESIDENTE indique que le choix d'un document de base dépend de l'importance que le Comité entend donner à la Déclaration. S'il entend rédiger une longue Déclaration, il serait préférable d'utiliser le rapport du Comité de Rédaction, mais s'il préfère une Déclaration brève, il serait peut-être utile de prendre le document présenté par les Etats-Unis comme document de travail.

M. BOGOMOLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'il ne s'agit pas de rédiger une Déclaration brève ou longue mais une Déclaration claire, nette et complète, qui apporte une aide pratique et réelle à la protection des droits démocratiques des individus. Le devoir des gouvernements vis-à-vis des individus ne peut être défini abstraitement. Il est préférable de s'en tenir à une étude concrète des droits envisagés.

M. HEPPEL (représentant du Royaume-Uni) suggère que l'adoption d'un préambule faciliterait la rédaction de la Déclaration. Celle-ci doit être clairement distincte par sa forme de la Convention. Tandis que la Convention doit être rédigée sous une forme juridique, la Déclaration est un exposé général de principes qui aurait intérêt à être bref.

M. CASSIN (France) déclare qu'à son avis, la différence entre la Déclaration et la Convention réside essentiellement dans l'allure générale. La Déclaration est une synthèse, un tableau général, tandis que la Convention définit un point plus précis. Il lui semble préférable de ne pas mentionner le devoir de l'Etat concernant la protection des droits dans chaque article. Il suffirait de rédiger un article particulier à cette fin. Il souligne cependant que les engagements des gouvernements ne peuvent être les mêmes en ce qui concerne tous les droits, par exemple en ce qui concerne le droit à la vie, et en ce qui concerne le droit à la nationalité, ou en ce qui concerne le droit à la liberté syndicale et le droit à la santé et à la salubrité de logements. Il faut donc graduer les formules. D'autre part, aucun droit, sauf le droit à la liberté de pensée, n'est inconditionnel. Tout droit comporte des limitations du fait des nécessités de l'ordre public. Ces restrictions devraient être également définies dans un article particulier plutôt qu'à propos de chaque droit. Il en est de même du principe de non discrimination. L'on pourrait donc considérablement alléger les divers articles de la Déclaration en incorporant dans un article spécial tant les obligations de l'Etat que les limitations apportées par l'ordre public ou la moralité et que la non-discrimination.

M. STEPANENKO (Biélorussie) déclare que la Déclaration doit être indifféremment longue ou brève pourvu qu'elle couvre tous les droits. Ceux-ci ne doivent pas être sacrifiés à un souci de brièveté. Il appuie également l'opinion exprimée par les représentants de l'URSS et de la France, selon laquelle la Déclaration doit être rédigée avant le préambule.

La PRESIDENTE résume les débats et déclare 1) que le Comité prend note de la suggestion faite par le représentant du Panama en vue de l'incorporer au préambule, 2) que certains articles du projet de Déclaration actuel, tels que le droit à la nationalité ne peuvent être appliqués par les gouvernements. C'est pourquoi il serait préférable, de l'avis de la délégation des Etats-Unis, d'en faire l'objet de Conventions ultérieures et de clairement distinguer la Déclaration qui est un énoncé de principes sans force de loi, des Conventions qui sont l'application juridique de ces principes.

Elle déclare enfin que conformément à la proposition du représentant de l'URSS, qui a rencontré l'approbation du Comité, ce dernier prendra comme document de base le rapport du Comité de rédaction dont il abordera l'examen dès sa prochaine séance. Si le représentant du Panama n'accepte pas d'incorporer les obligations de l'Etat dans le préambule, il pourra au cours de cette discussion définir son point de vue à ce sujet.

M. ROMULO (Philippines) souligne qu'il est opposé à ce que les obligations de l'Etat figurent dans chaque article.

La séance est levée à 13 heures